



Karine Blouët

Opérationnelle

Par Armel Forest

Après quatorze années passées dans le public, Karine Blouët plonge dans un secteur en pleine mutation. Secrétaire générale du groupe M6 depuis deux ans, elle tient le challenge attendu depuis le début de sa carrière : un poste opérationnel, des enjeux de taille.

La liste de ses hobbies, figurant sur l'annuaire des polytechniciens, a quelque chose de trompeur : Labradors paresseux, piano, surf... Surprenant pour celle qui a plutôt comme devise : "être opérationnelle". Attirée par la recherche dans ses années d'étudiante, elle ressent rapidement le besoin d'une « *activité plus cadencée* » et de « *concret* ». Non qu'elle néglige la réflexion ou le travail de fond, mais ce besoin si clairement énoncé : « *faire quelques chose qui sert à quelque chose* » est une aspiration dont elle découvre la prégnance en faisant ses premières armes à Bercy. Elle y passe neuf ans, suivant un cursus classique pour une diplômée de l'X et de l'Ensaë. Ce passage dans l'administration est « *très formateur* »... Un qualificatif employé sans arrière-pensées mais qui en dit long sur son ambition : « *passer de la réflexion à la pratique* ».

Cette occasion lui est donnée au moment où **Jean-Pierre Raffarin** remplace **Lionel Jospin**. Grâce à **Alain Quinet** (1), qu'elle a connu comme chef du service des études macroéconomiques, devenu conseiller au cabinet du Premier ministre, elle arrive à Matignon et récupère le dossier des finances sociales et celui de la réforme des retraites. Pour **Karine Blouët**, qui réfléchit à un éventuel engagement politique, ce poste est un beau marchepied. « *Mais le contexte des régionales en 2004 m'en a dissuadée, - explique-t-elle - l'aspect conflictuel et les intrigues politiques ne sont pas ma tasse de thé* ». Renoncera-t-elle totalement où se laissera-t-elle tenter, à moindre échelle, par la politique locale ? Que ce soit à Saint-Cloud où elle a grandi ou en Bretagne, terre des origines familiales, l'avenir le dira. Mais « *pas dans un futur proche* », précise-t-elle.

Après Matignon, elle rejoint le cabinet de **Renaud Donnedieu de Vabres**, ministre de la Culture, comme conseillère audiovisuel et cinéma : « *Pour la première fois, j'ai observé une industrie* ». « *Il y a tant d'interlocuteurs. Le moindre événement est une tempête dans un verre d'eau. Je n'anticipais pas à quel point ce secteur est réglementé et sensible* »,

constate-t-elle. Elle en devient familière au point d'être un jour contactée par M6. Rétrospectivement, elle repense au regard un brin songeur posé chaque matin sur l'enseigne flambant neuve de la chaîne (2), alors qu'elle passe Cours Albert Premier pour se rendre à Bercy. Mais elle hésite. Membre d'une famille de fonctionnaires, elle n'avait jamais envisagé de travailler dans le privé.

Karine Blouët décide néanmoins de passer de l'autre côté de la barrière. D'abord directrice des relations institutionnelles, elle devient secrétaire générale du groupe en 2008. A quarante ans, elle plonge au cœur d'un secteur en pleine mutation : Révolution numérique, réforme de France Télévisions... Les enjeux sont de taille. Mais Karine Blouët tient à clarifier : « *nous ne sommes pas en lutte contre la télévision publique* ». N'étant pas opposée à la réforme, il s'agit pour elle d'en appeler au respect des règles d'une saine concurrence : « *le secteur privé ne peut pas être taxé pour financer un concurrent public* ».

Dans un contexte de grande réglementation et de forte taxation, son discours est aussi un

“Je n'anticipais pas à quel point ce secteur est réglementé et sensible”

plaidoyer efficace pour la défense d'un secteur « *fragile* ». Et si Karine Blouët revient un jour vers la fonction publique, ce qu'elle n'exclut pas, ce sera à coup sûr en faisant valoir un point de vue bien différent. « *Les pouvoirs publics doivent prendre conscience de cette fragilité* ». Le contexte inquiète les chaînes privées : « *La France est le pays d'Europe qui leur impose le plus de contraintes alors que cet univers devient de plus en plus concurrentiel et dérégulé* ». Au sein de l'administration et dans la sphère publique, face à Karine Blouët, d'anciens collègues et un univers qu'elle décrypte très bien. Sans doute l'atout dont M6 avait besoin. ■

(1) Actuel directeur financier de la Caisse des Dépôts

(2) Fondée en 1987, elle a alors six années d'existence.